JANUARY

JANVIER

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2001 : déficit budgétaire de 1,1 milliard de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 1,149 milliard de dollars en janvier 2001, comparativement à un excédent de 811 millions en janvier 2000. De cette détérioration de 2,0 milliards de dollars d'une année sur l'autre du solde budgétaire, 1,4 milliard est attribuable à l'Allocation pour frais de chauffage.

D'avril 2000 à janvier 2001 : excédent budgétaire de 16,4 milliards de dollars

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire était estimé à 16,4 milliards de dollars, en hausse de 4,6 milliards par rapport à l'excédent de 11,8 milliards enregistré pendant la même période en 1999-2000.

Ces résultats demeurent conformes aux prévisions moyennes établies par le secteur privé à l'égard de l'excédent budgétaire de 2000-2001, tel qu'il est indiqué dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* du 18 octobre 2000. Pour le reste de l'exercice, l'excédent budgétaire cumulatif devrait continuer de baisser à mesure que l'incidence totale de diverses mesures stratégiques se fera sentir, notamment la réduction des taux de l'impôt sur le revenu des particuliers, l'élimination de la surtaxe de 5 %, la hausse des seuils de revenu, le rétablissement de l'indexation intégrale du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers et le financement pour la technologie de communication et d'information en santé et la Fondation canadienne pour l'innovation. L'incidence nette de ces initiatives est estimée à au moins 3 milliards de dollars. De plus, les recettes d'impôt des sociétés pour le reste de l'exercice devraient être moins élevées en raison de facteurs chronologiques. Dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire*, on estimait l'excédent pour l'ensemble de l'année à 11,9 milliards de dollars. De cette somme, un montant minimum de 10 milliards était engagé à la réduction de la dette.

Janvier 2001 : résultats budgétaires

La détérioration de 2,0 milliards de dollars d'une année sur l'autre du solde budgétaire est attribuable en grande partie à des dépenses de programmes plus élevées, en hausse de 2,4 milliards. Cette augmentation résulte surtout du paiement de l'Allocation pour frais de chauffage et de questions de calendrier découlant des plans d'urgence de décembre 1999 en prévision du passage à l'an 2000, tel qu'il est indiqué dans *La revue financière* du mois dernier.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont progressé de 2,6 %, ou 0,4 milliard de dollars. Parmi les principales composantes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,6 %, surtout en raison de la baisse des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, conséquence des mesures d'allégement d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 2,1 %, traduisant la hausse des bénéfices des sociétés en 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 6,8 %, surtout en raison du recouvrement d'un moins-perçu en janvier 2000. Sans ce recouvrement, les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi auraient diminué, reflet de la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000).

Tableau 1
État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Recettes	13 648	14 000	133 533	144 563
Dépenses de programmes	-9 288	-11 765	-87 365	-93 776
Solde de fonctionnement	4 360	2 235	46 168	50 787
Frais de la dette publique	-3 549	-3 384	-34 375	-34 408
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	811	-1 149	11 793	16 379
Opérations non budgétaires	2 609	4 259	-2 753	-5 570
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 420	3 110	9 040	10 809
Opérations de change	-6 099	-1 694	-6 407	-1 566
Solde financier net	-2 679	1 416	2 633	9 243
Variation nette des emprunts	-2 084	2 458	-2 688	-14 158
Variation nette de l'encaisse	-4 763	3 874	-55	-4 915
Encaisse à la fin de la période			9 170	8 039

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 10,4 %, résultat de la forte croissance des recettes de taxe sur les produits et services (TPS) et des droits de douane à l'importation, surtout en raison du calendrier des paiements.
- Les recettes non fiscales ont chuté de 24,9 %, reflet du calendrier des paiements.

Au chapitre des dépenses de programmes, d'une année sur l'autre :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,4 milliard de dollars en raison du paiement de l'Allocation pour frais de chauffage. La hausse des paiements de prestations aux aînés a été neutralisée par la baisse des paiements de prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 13,9 % sous l'effet de la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 19,2 %, inversant la baisse de 11,0 % de décembre 2000. Tel qu'il est indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, les résultats de décembre 1999 et de janvier 2000 ont été modifiés par l'avancement de paiements dans le cadre de la planification d'urgence en prévision du bogue de l'an 2000.

La baisse des frais de la dette publique, d'une année sur l'autre, s'explique par des rajustements de calendrier.

D'avril 2000 à janvier 2001 : résultats budgétaires

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 16,4 milliards de dollars, en hausse de 4,6 milliards par rapport à l'excédent de 11,8 milliards enregistré pendant la même période en 1999-2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 11,0 milliards de dollars, ou 8,3 %. Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

Tableau 2
Recettes budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2000	2001	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 798	6 758	-0,6	66 663	70 897	6,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 608	1 642	2,1	15 748	19 153	21,6
Autres	589	655	11,2	2 762	3 002	8,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 995	9 055	0,7	85 173	93 052	9,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 347	1 439	6,8	14 659	15 024	2,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 088	2 340	12,1	19 742	21 455	8,7
Droits de douane à l'importation	108	219	102,8	1 871	2 293	22,6
Taxes de vente et d'accise	705	643	-8,8	6 888	6 954	1,0
Total des taxes et droits d'accise	2 901	3 202	10,4	28 501	30 702	7,7
Total des recettes fiscales	13 243	13 696	3,4	128 333	138 778	8,1
Recettes non fiscales	405	304	-24,9	5 200	5 785	11,3
Total des recettes budgétaires	13 648	14 000	2,6	133 533	144 563	8,3

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,2 milliards de dollars, soit 6,4 %, principalement en raison de la hausse des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, à cause d'une augmentation du nombre de salariés. En outre, l'augmentation de l'impôt versé à la date de production et la diminution des remboursements portant sur l'année d'imposition 1999 ont également contribué à cette augmentation d'une année sur l'autre. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 2000 ainsi que dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. Pendant le reste de l'exercice, la croissance de cette composante sera davantage réduite à mesure que sera ressentie l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 ainsi que dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 3,4 milliards de dollars, ou 21,6 %, reflet de l'augmentation de 23,4 % des bénéfices des sociétés observée en 2000. La croissance des recettes devrait toutefois baisser pendant le reste de l'exercice, compte tenu de la composition des bénéfices des sociétés et des acomptes provisionnels mensuels.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 2,5 %, la baisse des taux de cotisation pour 2000 et 2001 ayant été largement compensée par l'incidence des rajustements d'années antérieures et la croissance du nombre de personnes occupant un emploi et payant donc des cotisations.
- Les recettes au chapitre des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 2,2 milliards de dollars, ou 7,7 %. Les recettes de TPS ont grimpé de 1,7 milliard, ou 8,7 %, conformément à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement progressé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une très légère hausse.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, soit 11,3 %.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2000	2001	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 909	2 054	7,6	19 451	20 133	3,5
Prestations d'assurance-emploi	1 324	1 157	-12,6	9 204	8 775	-4,7
Allocation pour frais de chauffage		1 434			1 434	
Total	3 233	4 645	43,7	28 655	30 342	5,9
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	10 417	11 250	8,0
Transferts fiscaux	989	1 181	19,4	9 020	10 201	13,1
Fonds pour les appareils médicaux					1 000	
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-1 876	-2 055	9,5
Total	1 843	2 100	13,9	17 561	20 396	16,1
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	690	57	-91,7	1 220	440	-63,9
Affaires étrangères	160	149	-6,9	1 212	1 175	-3,1
Santé	43	105	144,2	861	925	7,4
Développement des ressources humaines	96	366	281,3	1 247	1 181	-5,3
Affaires indiennes et du Nord	161	206	28,0	3 270	3 473	6,2
Industrie et développement régional	77	87	13,0	1 136	1 100	-3,2
Anciens combattants	119	130	9,2	1 157	1 208	4,4
Autres	160	202	26,1	1 682	1 779	5,7
Total	1 506	1 302	-13,6	11 785	11 281	-4,3
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	20	65	225,0	730	843	15,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 495	1 520	1,7
Autres	70	82	17,1	875	1 221	39,5
Total	240	297	23,8	3 100	3 584	15,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	740	1 004	35,7	8 643	8 652	0,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 726	2 417	40,0	17 621	19 521	10,8
Total	2 466	3 421	38,7	26 264	28 173	7,3
Total des dépenses directes de programmes	4 212	5 020	19,2	41 149	43 038	4,6
Total des dépenses de programmes	9 288	11 765	26,7	87 365	93 776	7,3
Frais de la dette publique	3 549	3 384	-4,6	34 375	34 408	0,1
Total des dépenses budgétaires	12 837	15 149	18,0	121 740	128 184	5,3
Poste pour mémoire : total des transferts	6 582	8 047	22,3	58 001	62 019	6,9

D'avril 2000 à janvier 2001, les dépenses de programmes ont augmenté de 6,4 milliards de dollars, ou 7,3 %, comparativement à la même période en 1999-2000. Toutes les principales composantes ont été touchées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 5,9 % en raison du paiement de l'Allocation pour frais de chauffage et de la hausse des paiements de prestations aux aînés. Cette dernière composante fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, reflet de la diminution du nombre de chômeurs, atténuée par l'incidence de l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 16,1 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation, ainsi que du paiement de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour des appareils médicaux neufs, conséquence de l'accord conclu par les premiers ministres pour le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la mesure énoncée dans le budget de 1999 en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 4,6 %. Cette composante englobe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de 2000.

Les frais de la dette publique ont très légèrement augmenté, la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêts ayant largement compensé la baisse de l'encours de cette dette.

Ressources financières de 10,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2000 à janvier 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,6 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 2000-2001, comparativement à des besoins de 2,8 milliards à la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable en partie aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants, ainsi qu'à l'investissement sur le marché des cotisations actuelles aux caisses de retraite des fonctionnaires fédéraux.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 16,4 milliards de dollars et des besoins nets de 5,6 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 10,8 milliards d'avril 2000 à janvier 2001, comparativement à des ressources financières de 9,0 milliards pour la même période en 1999-2000.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	811	-1 149	11 793	16 379
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	86	53	393	401
Autres	41	-43	-63	-885
Total	127	10	330	-484
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-482	-352	-471	-876
Comptes de pension de retraite	504	17	4 206	1 571
Autres	-24	17	-130	-31
Total	-2	-318	3 605	664
Autres opérations	2 484	4 567	-6 688	-5 750
Total des opérations non budgétaires	2 609	4 259	-2 753	-5 570
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 420	3 110	9 040	10 809
Opérations de change	-6 099	-1 694	-6 407	-1 566
Solde financier net	-2 679	1 416	2 633	9 243

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	janvier		d'avril à janvier	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde financier net	-2 679	1 416	2 633	9 243
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	8	1 500	6 957	9 819
Obligations d'épargne du Canada	-4	136	-684	-1 067
Bons du Trésor	-1 950	900	-5 450	-20 250
Autres	50	34	-285	-62
Total	-1 896	2 570	538	-11 560
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	2 527	-2 202
Billets et prêts		-580		-580
Bons du Canada	-180	468	-5 489	220
Billets du Canada	-8		-264	-36
Total	-188	-112	-3 226	-2 598
Variation nette des emprunts	-2 084	2 458	-2 688	-14 158
Variation de l'encaisse	-4 763	3 874	-55	-4 915

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 janvier 2000	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	31 250	-9 498
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 917	1 571
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 341	-876
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 932	-31
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	142 190	664
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	303 746	9 819
Bons du Trésor	99 850	79 600	-20 250
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 422	-1 067
Obligations non négociables et billets	3 552	3 490	-62
Total partiel	423 818	412 258	-11 560
Payable en devises	32 588	29 992	-2 596
Total de la dette non échue	456 406	442 250	-14 156
Total de la dette portant intérêt	597 932	584 440	-13 492
Total du passif	638 680	615 690	-22 990
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	10 203	-8 661
Comptes d'opérations de change	41 494	43 060	1 566
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 280	484
Total de l'actif	74 154	67 543	-6 611
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	548 147	-16 379

Ressources financières nettes de 9,2 milliards de dollars d'avril 2000 à janvier 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les 10 premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des besoins nets de 1,6 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 6,4 milliards pour la même période en 1999-2000.

Avec un excédent budgétaire de 16,4 milliards de dollars, des besoins nets de 5,6 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,6 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 9,2 milliards pour la période d'avril 2000 à janvier 2001, comparativement à des ressources nettes de 2,6 milliards pendant la même période en 1999-2000.

Chute de 14,2 milliards de dollars des emprunts nets d'avril 2000 à janvier 2001

En vertu de ces ressources financières, jumelées à une réduction de 4,9 milliards de dollars des soldes de l'encaisse, la dette du gouvernement détenue sur les marchés avait diminué de 14,2 milliards à la fin de janvier 2001. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de janvier 2001, l'encaisse s'établissait à 8,0 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mars 2001

FEBRUARY

FÉVRIER

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2001 : excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars a été enregistré en février 2001, comparativement à un excédent de 3,1 milliards en février 2000. Un excédent substantiel était prévu pour février étant donné la ventilation mensuelle des recettes. Plus précisément, les résultats de février comprennent les paiements finaux d'impôt des sociétés dont l'exercice prend fin le 31 décembre. En février 2001, les recettes au titre de l'impôt des sociétés ont atteint le niveau mensuel record de 6,1 milliards de dollars, en hausse de 13,4 % par rapport à février 2000.

D'avril 2000 à février 2001 : excédent budgétaire de 20,4 milliards de dollars

Pour la période d'avril 2000 à février 2001, l'excédent budgétaire était estimé à 20,4 milliards de dollars, soit 5,5 milliards de plus que pour la même période en 1999-2000.

L'évolution de la situation d'ici la fin de l'exercice réduira l'excédent accumulé à ce jour. À cet égard, citons l'effet des réductions d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que le financement proposé d'un certain nombre d'initiatives, qui sera comptabilisé en 2000-2001, notamment l'aide aux agriculteurs, les fonds versés à la Fondation canadienne pour l'innovation, à Génome Canada et pour la technologie de communication et d'information en santé de même que le coût des améliorations proposées des prestations d'assurance-emploi, qui sont rétroactives à octobre 2000. Le coût de ces mesures est estimé à environ 5 milliards de dollars. En outre, des ajustements seront apportés en fin d'exercice pour inclure le coût des biens et des services reçus à la fin de 2000-2001, mais qui ne sont payés qu'en avril ou en mai, de même que les remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2000 traités en mars 2001.

Selon l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, l'excédent pour l'ensemble de l'année était estimé à 11,9 milliards de dollars. Toutefois, la plupart des principales composantes des recettes ont continué d'augmenter plus que prévu, malgré le ralentissement de la croissance économique. Par conséquent, l'excédent pour 2000-2001 sera plus élevé que prévu. Les résultats définitifs vérifiés pour 2000-2001 seront publiés à l'automne.

Février 2001 : résultats budgétaires

L'amélioration de 0,9 milliard de dollars du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable à des recettes budgétaires plus élevées, principalement au titre de l'impôt des sociétés. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (6,4 %). Parmi les principales composantes :

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, l'effet des réductions d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre ayant atténué l'effet de l'augmentation globale des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (13,4 %), traduisant l'augmentation des bénéfices en 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont chuté de 11,5 %, surtout en raison des transferts relatifs à des paiements insuffisants en 1999, qui ont fait grimper les recettes en février 2000.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 4,5 %, traduisant surtout la forte hausse des droits de douane à l'importation.
- Les recettes non fiscales ont nettement augmenté, reflétant le calendrier de perceptions.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	16 283	17 323	149 816	161 886
Dépenses de programmes	-9 724	-9 899	-97 089	-103 674
Solde de fonctionnement	6 559	7 424	52 727	58 212
Frais de la dette publique	-3 481	-3 440	-37 856	-37 848
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 078	3 984	14 871	20 364
Opérations non budgétaires	430	-1 248	-2 325	-6 816
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 508	2 736	12 546	13 548
Opérations de change	-1 176	-184	-7 584	-1 750
Solde financier net	2 332	2 552	4 962	11 798
Variation nette des emprunts	-362	2 894	-3 049	-11 264
Variation nette de l'encaisse	1 970	5 446	1 913	534
Encaisse à la fin de la période			11 140	13 485

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,8 %), la baisse des dépenses de programmes directes ayant été largement compensée par l'augmentation des transferts aux particuliers et à d'autres administrations. Parmi les principales composantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars en raison de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 15,5 %, traduisant la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des paiements de péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont chuté de 5,6 %, surtout en raison du calendrier des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont légèrement diminué, traduisant une baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Avril 2000 à février 2001 : résultats budgétaires

Pour les 11 premiers mois de 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 20,4 milliards de dollars, soit 5,5 milliards de plus que les 14,9 milliards constatés pour la même période en 1999-2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 12,1 milliards de dollars (8,1 %). Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (5,9 %), principalement en raison de la hausse des sommes perçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi à cause d'une augmentation du nombre de salariés. L'augmentation de l'impôt versé à la date de production et la diminution du montant des remboursements portant sur l'année d'imposition 1999 ont également contribué à cette augmentation d'une année sur l'autre. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des mesures d'allégement fiscal annoncées

Tableau 2
Recettes budgétaires

	février			d'avril à février		
	2000	2001	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 839	5 906	1,1	72 502	76 802	5,9
Impôt sur le revenu des sociétés	5 394	6 117	13,4	21 142	25 270	19,5
Autres	260	521	100,4	3 022	3 524	16,6
Total des recettes d'impôt sur le revenu	11 493	12 544	9,1	96 666	105 596	9,2
Cotisations d'assurance-emploi	2 110	1 868	-11,5	16 768	16 893	0,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 707	1 739	1,9	21 447	23 194	8,1
Droits de douane à l'importation	164	224	36,6	2 034	2 517	23,7
Taxes de vente et d'accise	577	595	3,1	7 467	7 550	1,1
Total des taxes et droits d'accise	2 448	2 558	4,5	30 948	33 261	7,5
Total des recettes fiscales	16 051	16 970	5,7	144 382	155 750	7,9
Recettes non fiscales	233	353	51,5	5 433	6 136	12,9
Total des recettes budgétaires	16 284	17 323	6,4	149 815	161 886	8,1

dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et par la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. La hausse de 18,5 % des paiements au titre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, qui reflète la hausse des prestations moyennes le 1er juillet 2000 et l'indexation des prestations, a également eu pour effet de limiter la croissance globale des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers. D'ici la fin de l'exercice, la progression de ces recettes sera davantage contenue à mesure que le plein effet des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Exposé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 se concrétisera. En outre, les sommes recouvrées des comptes de perception fiscale ne devraient pas être aussi élevées qu'en 1999-2000.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 4,1 milliards de dollars (19,5 %), parallèlement à la hausse estimative de 23,4 % des bénéfices des sociétés en 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,7 %), la baisse des taux de cotisations pour 2000 et 2001 ayant été plus que compensée par l'effet des ajustements au titre des années antérieures et par l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et payant donc des cotisations. Le taux des cotisations salariales pour 2001 est de 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, contre 2,40 $ en 2000 et 2,55 $ en 1999.
- Les recettes au chapitre des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (7,5 %). Les recettes au titre de la taxe sur les produits et services ont grimpé de 1,7 milliard (8,1 %), parallèlement à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement progressé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une très légère hausse.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (12,9 %), traduisant surtout la hausse des bénéfices de la Banque du Canada et de l'intérêt versé sur les soldes de compte bancaire.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	février			d'avril à février		
	2000	2001	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 969	2 055	4,4	21 421	22 188	3,6
Prestations d'assurance-emploi	1 121	1 195	6,6	10 325	9 970	-3,4
Allocation pour frais de chauffage					1 434	
Total	3 090	3 250	5,2	31 746	33 592	5,8
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	11 458	12 375	8,0
Transferts fiscaux	975	1 194	22,5	9 995	11 396	14,0
Fonds pour les appareils médicaux					1 000	
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-2 064	-2 260	9,5
Total	1 829	2 113	15,5	19 389	22 511	16,1
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	196	159	-18,9	1 416	599	-57,7
Affaires étrangères	362	249	-31,2	1 574	1 422	-9,7
Santé	71	85	19,7	932	1 010	8,4
Développement des ressources humaines	103	141	36,9	1 350	1 322	-2,1
Affaires indiennes et du Nord	218	268	22,9	3 488	3 742	7,3
Industrie et développement régional	172	213	23,8	1 308	1 313	0,4
Anciens combattants	119	126	5,9	1 276	1 334	4,5
Autres	277	204	-26,4	1 960	1 983	1,2
Total	1 518	1 445	-4,8	13 304	12 725	-4,4
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	75	15	-80,0	805	859	6,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 645	1 670	1,5
Autres	56	71	26,8	931	1 292	38,8
Total	281	236	-16,0	3 381	3 821	13,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 006	902	-10,3	9 648	9 553	-1,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 000	1 953	-2,3	19 621	21 472	9,4
Total	3 006	2 855	-5,0	29 269	31 025	6,0
Total des dépenses directes de programmes	4 805	4 536	-5,6	45 954	47 571	3,5
Total des dépenses de programmes	9 724	9 899	1,8	97 089	103 674	6,8
Frais de la dette publique	3 481	3 440	-1,2	37 856	37 848	0,0
Total des dépenses budgétaires	13 205	13 339	1,0	134 945	141 522	4,9
Poste pour mémoire : total des transferts	6 437	6 808	5,8	64 439	68 828	6,8

Les dépenses de programmes ont augmenté de 6,6 milliards de dollars (6,8 %) entre avril 2000 et février 2001 par rapport à la même période en 1999-2000. Parmi les principales composantes, les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 3,1 milliards, les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,8 milliard et les dépenses de programmes directes ont grimpé de 1,6 milliard.

- L'augmentation des principaux transferts aux particuliers est attribuable à l'Allocation pour frais de chauffage (1,4 milliard de dollars) et à la hausse des prestations aux aînés (de 0,8 milliard), ce qui indique une augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. Les paiements au titre des prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard, ce qui reflète la baisse du nombre de chômeurs, atténuée par l'incidence de l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 16,1 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation ainsi que du paiement de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour des appareils médicaux neufs, conséquence de l'accord conclu par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la mesure annoncée dans le budget de 1999 en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représente la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 3,5 %. Cette composante englobe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de l'effet des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de 2000 et de la fin du gel des salaires.

Les frais de la dette publique sont pratiquement inchangés, l'effet de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt ayant été compensé par l'augmentation du taux effectif moyen d'intérêt sur cette dette.

Ressources financières de 13,5 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2000 à février 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pensions des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est généralement pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 6,8 milliards de dollars pour les 11 premiers mois de 2000-2001, comparativement à des besoins de 2,3 milliards pour la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable, en partie, aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants ainsi qu'à l'investissement sur le marché des cotisations actuelles aux caisses de retraite des fonctionnaires fédéraux.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 20,4 milliards de dollars et des besoins nets de 6,8 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 13,5 milliards d'avril 2000 à février 2001, comparativement à des ressources financières de 12,5 milliards pour la même période en 1999-2000.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	février		d'avril à février	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 078	3 984	14 871	20 364
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	135	4	528	405
Autres	148	-4	85	-890
Total	283	0	613	-485
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	413	490	-58	-386
Comptes de pension de retraite	324	-202	4 530	1 369
Autres	80	139	-50	109
Total	817	427	4 422	1 092
Autres opérations	-670	-1 675	-7 360	-7 423
Total des opérations non budgétaires	430	-1 248	-2 325	-6 816
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 508	2 736	12 546	13 548
Opérations de change	-1 176	-184	-7 584	-1 750
Solde financier net	2 332	2 552	4 962	11 798

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	février		d'avril à février	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde financier net	2 332	2 552	4 962	11 798
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-600	575	6 357	10 394
Obligations d'épargne du Canada	-193	313	-877	-754
Bons du Trésor	100	2 100	-5 350	-18 150
Autres	0	0	-285	-62
Total	-693	2 988	-155	-8 572
Payables en devises				
Obligations négociables	-39	0	2 488	-2 782
Billets et prêts		0		0
Bons du Canada	370	-94	-5 118	126
Billets du Canada	0		-264	-36
Total	331	-94	-2 894	-2 692
Variation nette des emprunts	-362	2 894	-3 049	-11 264
Variation de l'encaisse	1 970	5 446	1 913	534

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	28 février 2000	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	35 931	-4 817
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 715	1 369
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 831	-386
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	7 072	109
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	142 618	1 092
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	304 321	10 394
Bons du Trésor	99 850	81 700	-18 150
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 735	-754
Obligations non négociables et billets	3 552	3 490	-62
Total partiel	423 818	415 246	-8 572
Payable en devises	32 588	29 896	-2 692
Total de la dette non échue	456 406	445 142	-11 264
Total de la dette portant intérêt	597 932	587 760	-10 172
Total du passif	638 680	623 691	-14 989
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	22 004	3 140
Comptes d'opérations de change	41 494	43 244	1 750
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 281	485
Total de l'actif	74 154	79 529	5 375
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	544 162	-20 364

Ressources financières nettes de 11,8 milliards d'avril 2000 à février 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les 11 premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des besoins nets de 1,8 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 7,6 milliards pour 1999-2000.

Avec un excédent budgétaire de 20,4 milliards de dollars, des besoins nets de 6,8 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,8 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 11,8 milliards pour la période d'avril 2000 à février 2001, comparativement à des ressources nettes de 5,0 milliards pour la même période en 1999-2000.

Chute de 11,3 milliards de dollars des emprunts nets d'avril 2000 à février 2001

En vertu de ces sources financières, la dette du gouvernement détenue sur le marché a chuté de 11,3 milliards de dollars à la fin de février 2001. En outre, l'encaisse a augmenté de 0,5 milliard pour s'établir à 13,5 milliards. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Avril 2001

MARCH

MARS

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2001 : déficit budgétaire de 0,5 milliard de dollars

Un déficit budgétaire de 0,5 milliard de dollars a été enregistré en mars 2001, comparativement à un excédent de 0,3 milliard en mars 2000. Cette détérioration est imputable à l'incidence d'initiatives stratégiques, notamment une aide accrue de 0,5 milliard aux agriculteurs et un paiement de 0,5 milliard pour la technologie de communication et d'information en santé convenu par les premiers ministres en septembre 2000.

D'avril 2000 à mars 2001 : excédent budgétaire de 19,8 milliards de dollars

Pour la période d'avril 2000 à mars 2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 19,8 milliards de dollars, soit 4,7 milliards de plus que pour la même période de 1999-2000. Il ne s'agit pas des résultats définitifs de l'exercice 2000-2001, car il faudra attendre les écritures de régularisation de fin d'exercice.

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, ces écritures de régularisation comprennent des augmentations des dépenses de programmes afin d'inclure le coût des obligations prises au cours de l'exercice, au titre desquelles aucun paiement n'a été effectué en 2000-2001. Par exemple, les derniers résultats vérifiés de 1999-2000 se chiffraient à 12,3 milliards de dollars, tandis que l'excédent à la fin de mars 2000 atteignait 15,1 milliards, un écart de 2,8 milliards. Cependant, les derniers résultats de 1999-2000 comprenaient un transfert de 1,9 milliard des comptes de perception de l'impôt aux recettes budgétaires, relativement aux recouvrements de sommes payées en trop à ces comptes au cours des exercices précédents. L'on n'a pas prévu de recouvrements de cette envergure cette année. Ainsi, les écritures de régularisation de fin d'exercice pour 1999-2000 se sont chiffrées à environ 4½ milliards de dollars.

Selon l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, l'excédent pour l'ensemble de l'exercice est estimé à 11,9 milliards de dollars, dont une somme minimale de 10 milliards a été affectée à la réduction de la dette. D'après les résultats financiers à la fin de mars 2001 et compte tenu des écritures de régularisation de fin d'exercice, un excédent budgétaire d'au moins 15 milliards est maintenant prévu. Cette somme sera entièrement appliquée en réduction de la dette publique nette. Les derniers résultats financiers vérifiés seront diffusés dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada*, dont la publication est prévue pour la mi-septembre 2001.

Mars 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, la baisse des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ayant été largement compensée par une augmentation des recettes de toutes les autres principales composantes.

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 12,0 % en raison de l'effet des mesures de réduction d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre et du calendrier des encaissements entre février et mars.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 11,4 %, traduisant l'augmentation des bénéfices en 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 5,9 % parce que l'augmentation du nombre de salariés a largement compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les recettes au titre des droits et taxes d'accise ont augmenté de 6,6 %, traduisant surtout la forte croissance des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) et des droits de douane à l'importation.

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Canada

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mars		d'avril à mars	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Recettes	14 864	15 359	164 682	177 246
Dépenses de programmes	-11 196	-12 327	-108 285	-115 999
Solde de fonctionnement	3 668	3 032	56 397	61 247
Frais de la dette publique	-3 417	-3 564	-41 273	-41 412
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	251	-532	15 124	19 835
Opérations non budgétaires	3 611	6 411	1 288	-405
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 862	5 879	16 412	19 430
Opérations de change	-1 868	-6 767	-9 451	-8 516
Solde financier net	1 994	-888	6 961	10 914
Variation nette des emprunts	-130	582	-3 178	-10 682
Variation nette de l'encaisse	1 864	-306	3 783	232
Encaisse à la fin de la période			13 004	13 179

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les recettes non fiscales ont nettement augmenté, reflétant l'augmentation des bénéfices nets se rapportant aux activités du Compte du fonds des changes.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 10,1 %. Parmi les principales composantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,4 % en raison de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 18,1 %, traduisant la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des paiements de péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 11,7 %, principalement en raison de la prise en compte des initiatives stratégiques susmentionnées.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont augmenté de 4,3 %, car une hausse des taux effectifs moyens d'intérêt a atténué l'effet de la diminution de l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril 2000 à mars 2001 : résultats budgétaires

Pour la période d'avril 2000 à mars 2001, l'excédent budgétaire est estimé à 19,8 milliards de dollars, en hausse de 4,7 milliards par rapport à l'excédent de 15,1 milliards enregistré au cours de la même période de 1999-2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 12,6 milliards de dollars (7,6 %). Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,7 milliards de dollars (4,7 %), principalement en raison de la croissance des recettes au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de la hausse du nombre de salariés, de même que de l'augmentation des sommes versées par les contribuables qui produisent une déclaration trimestrielle. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et par la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison

Tableau 2
Recettes budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2000	2001	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 165	4 546	-12,0	77 668	81 350	4,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 109	2 349	11,4	23 251	27 619	18,8
Autres	450	692	53,8	3 472	4 216	21,4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 724	7 587	-1,8	104 391	113 185	8,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 736	1 839	5,9	18 504	18 732	1,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 527	1 619	6,0	22 975	24 812	8,0
Droits de douane à l'importation	177	274	54,8	2 212	2 791	26,2
Taxes de vente et d'accise	704	674	-4,3	8 168	8 224	0,7
Total des taxes et droits d'accise	2 408	2 567	6,6	33 355	35 827	7,4
Total des recettes fiscales	11 868	11 993	1,1	156 250	167 744	7,4
Recettes non fiscales	2 996	3 366	12,3	8 432	9 502	12,7
Total des recettes budgétaires	14 864	15 359	3,3	164 682	177 246	7,6

du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. La hausse de 13,4 % des paiements au titre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (qui reflète la hausse des prestations moyennes le 1er juillet 2000 et l'indexation des prestations) a également eu pour effet de limiter la croissance globale des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 4,4 milliards de dollars (18,8 %), ce qui va dans le sens de la hausse estimative de 23,4 % des bénéfices des sociétés en 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,2 %), la baisse des taux de cotisation pour 2000 et 2001 ayant été largement compensée par l'effet des rajustements au titre des années antérieures et par l'augmentation du nombre de salariés, qui paient des cotisations. Le taux des cotisations salariales pour 2001 est de 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, contre 2,40 $ en 2000 et 2,55 $ en 1999.
- Les recettes au chapitre des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (7,4 %). Les recettes au titre de la TPS ont grimpé de 1,8 milliard (8,0 %), conformément à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement progressé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une très légère hausse.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (12,7 %), traduisant surtout la hausse des bénéfices de la Banque du Canada et du Compte du fonds des changes, et de l'intérêt versé sur les soldes de comptes bancaires.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 7,7 milliards de dollars (7,1 %) d'avril 2000 à mars 2001 par rapport à la même période de 1999-2000. Parmi les principales composantes, les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 3,4 milliards, les dépenses de programmes directes ont progressé de 2,4 milliards, tandis que les principaux transferts aux particuliers ont affiché une hausse de 1,9 milliard.

- L'augmentation des principaux transferts aux particuliers est attribuable à l'Allocation pour frais de chauffage, de 1,4 milliard de dollars, et à la hausse de 0,8 milliard des prestations aux aînés, ce qui indique une

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2000	2001	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 000	2 057	2,8	23 421	24 245	3,5
Prestations d'assurance-emploi	1 015	1 030	1,5	11 340	10 999	-3,0
Allocation pour frais de chauffage					1 434	
Total	3 015	3 087	2,4	34 761	36 678	5,5
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 041	1 125	8,1	12 500	13 500	8,0
Transferts fiscaux	692	907	31,1	10 687	12 303	15,1
Fonds pour les appareils médicaux					1 000	
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-206	10,2	-2 251	-2 466	9,6
Total	1 546	1 826	18,1	20 936	24 337	16,2
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	134	633	372,4	1 550	1 232	-20,5
Affaires étrangères	327	291	-11,0	1 901	1 713	-9,9
Santé	118	97	-17,8	1 050	1 107	5,4
Développement des ressources humaines	229	363	58,5	1 579	1 685	6,7
Affaires indiennes et du Nord	217	144	-33,6	3 705	3 886	4,9
Industrie et développement régional	1 324	407	-69,3	2 632	1 720	-34,7
Anciens combattants	121	125	3,3	1 397	1 458	4,4
Autres	442	652	47,5	2 402	2 635	9,7
Total	2 912	2 712	-6,9	16 216	15 436	-4,8
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	66	43	-34,8	871	902	3,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	320	113,3	1 795	1 990	10,9
Autres	55	91	65,5	985	1 383	40,4
Total	271	454	67,5	3 651	4 275	17,1
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 127	1 436	27,4	10 775	10 992	2,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 325	2 812	20,9	21 946	24 281	10,6
Total	3 452	4 248	23,1	32 721	35 273	7,8
Total des dépenses directes de programmes	6 635	7 414	11,7	52 588	54 984	4,6
Total des dépenses de programmes	11 196	12 327	10,1	108 285	115 999	7,1
Frais de la dette publique	3 417	3 564	4,3	41 273	41 412	0,3
Total des dépenses budgétaires	14 613	15 891	8,7	149 558	157 411	5,3
Poste pour mémoire : total des transferts	7 473	7 625	2,0	71 913	76 451	6,3

augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées. Les paiements au titre des prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard, ce qui reflète la diminution du nombre de bénéficiaires en raison de la baisse du nombre de chômeurs, atténuée par l'incidence de l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 16,2 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation, ainsi que du paiement de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour des appareils médicaux neufs, conséquence de l'accord conclu par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance, en septembre dernier. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la mesure annoncée dans le budget de 1999 en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 4,6 %. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend de l'incidence des nouvelles initiatives annoncées en 2000-2001 et de la fin du gel des salaires.

Les frais de la dette publique sont pratiquement inchangés, l'effet de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt ayant été compensé par l'augmentation du taux effectif moyen d'intérêt sur cette dette.

Ressources financières de 19,4 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2000 à mars 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, placements et avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est généralement pris en compte dans les opérations non budgétaires.

D'avril 2000 à mars 2001, les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 0,4 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 1,3 milliard au cours de la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable, en partie, aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants, ainsi qu'à l'investissement sur le marché des cotisations actuellement versées aux caisses de retraite des fonctionnaires fédéraux.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 19,8 milliards de dollars et des besoins nets de 0,4 milliard au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 19,4 milliards d'avril 2000 à mars 2001, comparativement à des ressources financières de 16,4 milliards au cours de la même période de 1999-2000.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	mars		d'avril à mars	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	251	-532	15 124	19 835
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	12	99	540	504
Autres	63	-87	148	-976
Total	75	12	688	-472
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	893	578	835	192
Comptes de pension de retraite	550	-24	5 078	1 346
Autres	74	8	26	117
Total	1 517	562	5 939	1 655
Autres opérations	2 019	5 837	-5 339	-1 588
Total des opérations non budgétaires	3 611	6 411	1 288	-405
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 862	5 879	16 412	19 430
Opérations de change	1 868	-6 767	-9 451	-8 516
Solde financier net	1 994	-888	6 961	10 9148

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	mars		d'avril à mars	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde financier net	1 994	-888	6 961	10 914
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-8 499	-9 694	-2 142	700
Obligations d'épargne du Canada	-523	18	-1 400	-736
Bons du Trésor	8 250	7 000	2 900	-11 150
Autres	-354	-17	-638	-79
Total	-1 126	-2 693	-1 280	-11 265
Payables en devises				
Obligations négociables	0	3 003	2 488	-1 164
Billets et prêts	0	-1 385		0
Bons du Canada	996	1 094	-4 122	1 220
Billets du Canada	0	563	-264	527
Total	996	3 275	-1 898	583
Variation nette des emprunts	-130	582	-3 178	-10 682
Variation de l'encaisse	1 864	-306	3 783	232

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 mars 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	38 676	-2 072
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 692	1 346
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	6 409	192
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	7 080	117
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	143 181	1 655
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	294 627	700
Bons du Trésor	99 850	88 700	-11 150
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 753	-736
Obligations non négociables et billets	3 552	3 473	-79
Total partiel	423 818	412 553	-11 265
Payable en devises	32 588	33 171	583
Total de la dette non échue	456 406	445 724	-10 682
Total de la dette portant intérêt	597 932	588 905	-9 027
Total du passif	638 680	627 581	-11 099
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	18 612	-252
Comptes d'opérations de change	41 494	50 010	8 516
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 268	472
Total de l'actif	74 154	82 890	8 736
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	544 691	-19 835

Ressources financières nettes de 10,9 milliards de dollars d'avril 2000 à mars 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril 2000 à mars 2001 a été marquée par des besoins nets de 8,5 milliards de dollars, comparativement à des besoins nets de 9,5 milliards pour la même période de 1999-2000.

Avec un excédent budgétaire de 19,8 milliards de dollars, des besoins nets de 0,4 milliard au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 8,5 milliards au titre des opérations de change, les ressources financières nettes se sont établies à 10,9 milliards pour la période d'avril 2000 à mars 2001, comparativement à des ressources nettes de 7,0 milliards pour la même période de 1999-2000.

Chute de 10,7 milliards de dollars des emprunts nets d'avril 2000 à mars 2001

En vertu de ces ressources financières, la dette du gouvernement détenue sur le marché a chuté de 10,7 milliards de dollars à la fin de mars 2001. En outre, l'encaisse en espèces a augmenté de 0,2 milliard, pour se fixer à 13,2 milliards. Le niveau de cette encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mai 2001

APRIL

AVRIL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Faits saillants des résultats financiers d'avril 2001

Excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars en avril 2001

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars en avril 2001, en hausse de 1,6 milliard par rapport à l'excédent de 3,0 milliards enregistré en avril 2000. Cette amélioration d'une année sur l'autre est principalement attribuable aux questions de calendrier découlant du versement final de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont progressé de 2,3 milliards de dollars, ou 15,5 %. Cette augmentation est principalement attribuable aux recettes plus élevées d'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, soit 21,9 %. Cette augmentation est principalement attribuable aux versements finaux plus élevés pour l'année d'imposition 2000. L'année dernière, l'échéance finale de soumission des déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers avait été prolongée du 30 avril (qui correspondait à un dimanche) au 1er mai. Pour cette raison, les versements finaux relatifs à l'année d'imposition 1999 ont été en grand partie comptabilisés en mai 2000. Cette année, l'échéance était le 30 avril. Ainsi, la variation des résultats d'une année sur l'autre est attribuable aux différentes échéances. Les retenues mensuelles sur le revenu d'emploi sont demeurées pour ainsi dire inchangées, comparativement à la même période l'an dernier.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 9,3 %. Cette augmentation reflète principalement les méthodes de calcul des acomptes provisionnels, les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ayant en fait baissé au cours du premier trimestre de 2001. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 60 jours suivant la fin de leur exercice. Pendant la majeure partie de l'exercice 2000-2001, le calcul des acomptes provisionnels mensuels était fondé sur l'impôt à payer pour 1999. Or, en raison de la forte croissance des profits des sociétés en 2000, les versements des acomptes provisionnels mensuels sont demeurés en deçà de l'impôt à payer final pour 2000-2001. Le calcul des acomptes provisionnels mensuels étant maintenant fondé sur l'impôt à payer pour 2000, la variation des résultats mensuels d'une année sur l'autre pourrait être trompeuse.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées pratiquement inchangées, puisque la baisse de taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000) a compensé l'effet de la croissance du nombre de salariés qui versent des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 14,5 %, reflétant principalement la forte croissance des recettes au titre de la taxe sur les produits et services. Cependant, cette augmentation est en partie attribuable au calendrier des remboursements qui étaient en baisse de 10 % d'une année sur l'autre.
- Les recettes non fiscales ont progressé de près de 9,5 %.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 8,0 %, soit 0,7 milliard de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable aux transferts plus élevés aux autres administrations.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	avril	
	2000	2001
	(M$)	
Opérations budgétaires		
Recettes	14 937	17 249
Dépenses de programmes	-8 616	-9 308
Solde de fonctionnement	6 321	7 941
Frais de la dette publique	-3 368	-3 389
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 953	4 552
Opérations non budgétaires	-5 253	-4 993
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-2 300	-441
Opérations de change	955	158
Solde financier net	-1 345	-283
Variation nette des emprunts	-5 788	70
Variation nette de l'encaisse	-7 133	-213
Encaisse à la fin de la période	5 818	12 965

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 4,6 %, en raison de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 28,3 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,5 %. Les subventions et les autres paiements de transfert ont diminué de 2,2 %, tandis que les paiements aux sociétés d'État ont progressé de 20,5 %. Les dépenses au chapitre de la défense ont augmenté, tandis que les autres dépenses des ministères ont diminué. Les variations mensuelles de ces composantes dépendent en bonne partie du calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont légèrement augmenté, la baisse de l'encours de la dette ayant été compensée par une légère augmentation du taux d'intérêt effectif moyen.

Besoins financiers de 0,4 milliard de dollars (opérations de change exclues) en avril 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	avril		
	2000	2001	variation
	(M$)		(%)
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	1 997	2 063	3,3
Prestations d'assurance-emploi	1 038	1 113	7,2
Total	3 035	3 176	4,6
Autres administrations			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 441	28,1
Transferts fiscaux	832	1 005	20,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9
Total	1 751	2 246	28,3
Dépenses directes de programmes			
Subventions et autres programmes			
Agriculture	9	38	322,2
Affaires étrangères	55	122	121,8
Santé	63	10	-84,1
Développement des ressources humaines	8	26	225,0
Affaires indiennes et du Nord	842	690	-18,1
Industrie et développement régional	27	112	314,8
Anciens combattants	116	118	1,7
Autres	242	216	-10,7
Total	1 362	1 332	-2,2
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	173	200	15,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3
Autres	140	200	42,9
Total	463	558	20,5
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	490	605	23,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 515	1 391	-8,2
Total	2 005	1 996	-0,4
Total des dépenses directes de programmes	3 830	3 886	1,5
Total des dépenses de programmes	8 616	9 308	8,0
Frais de la dette publique	3 368	3 389	0,6
Total des dépenses budgétaires	11 984	12 697	5,9
Poste pour mémoire : total des transferts	6 148	6 754	9,9

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	avril	
	2000	2001
	(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 953	4 552
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	0	132
Autres	105	-14
Total	105	118
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	-394	-400
Comptes de pension de retraite	317	46
Autres	-44	21
Total	-121	-333
Autres opérations	-5 237	-4 778
Total des opérations non budgétaires	-5 253	-4 993
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-2 300	-441
Opérations de change	955	158
Solde financier net	1 345	-283

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	avril	
	2000	2001
	(M$)	
Solde financier net	-1 345	-283
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts		
Payables en dollars canadiens		
Obligations négociables	1 900	1 371
Obligations d'épargne du Canada	-5	-1
Bons du Trésor	-7 250	-700
Autres	0	0
Total	-5 355	670
Payables en devises		
Obligations négociables	0	0
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	-433	-490
Billets du Canada	0	-110
Total	-433	-600
Variation nette des emprunts	-5 788	70
Variation de l'encaisse	-7 133	-213

Tableau 2
Recettes budgétaires

	avril		
	2000	2001	variation
	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	7 347	8 953	21,9
Impôt sur le revenu des sociétés	1 963	2 146	9,3
Autres	342	364	6,4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 652	11 463	18,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 784	1 809	1,4
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	2 077	2 449	17,9
Droits de douane à l'importation	160	169	5,6
Taxes de vente et d'accise	612	645	5,4
Total des taxes et droits d'accise	2 849	3 263	14,5
Total des recettes fiscales	14 285	16 535	15,8
Recettes non fiscales	652	714	9,5
Total des recettes budgétaires	14 937	17 249	15,5

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,0 milliards de dollars en avril 2001, comparativement à des besoins nets de 5,3 milliards en avril 2000. Cette baisse des besoins est principalement attribuable à la comptabilisation des premiers versements d'équité salariale dans les résultats d'avril 2000, soit 1,6 milliard de dollars.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars et des besoins nets de 5,0 milliards, il s'est dégagé des besoins financiers (opérations de change exclues) de 0,4 milliard en avril 2001, comparativement à des besoins de 2,3 milliards en avril 2000.

Besoins financiers nets de 0,3 milliard de dollars en avril 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes, en achetant des devises étrangères (donc, en vendant des dollars canadiens) dans les situations de pression à la hausse sur la valeur du dollar canadien et en vendant des devises étrangères (donc, en achetant des dollars canadiens) dans les situations de pression à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, le mois d'avril 2001 a été marqué par des

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 avril 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 511	39 611	-2 072
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 692	129 738	46
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 409	6 009	-400
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 080	7 101	21
Total des régimes de retraite et autres comptes	143181	142 848	-333
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 627	295 998	1 371
Bons du Trésor	88 700	88 000	-700
Obligations d'épargne du Canada	25 753	25 752	-1
Obligations non négociables et billets	3 473	3 473	0
Total partiel	412 553	413 223	670
Payable en devises	33 171	32 571	-600
Total de la dette non échue	445 724	445 794	70
Total de la dette portant intérêt	588 905	588 642	-263
Total du passif	632 416	628 253	-4 163
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 612	18 725	113
Comptes d'opérations de change	50 010	50 168	158
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 268	14 386	118
Total de l'actif	82 890	83 279	389
Déficit accumulé (dette publique nette)[1]	549 526	544 974	-4 552

[1] Suppose un solde budgétaire de 15 milliards de dollars pour 2000-2001.

ressources financières nettes de 158 millions de dollars, comparativement à des ressources financières nettes de 1,0 milliard en avril 2000.

Avec un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars, des besoins nets de 5,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources financières nettes de 0,2 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets s'établissaient à 0,3 milliard de dollars pour avril 2001, comparativement à des besoins financiers nets de 1,3 milliard en avril 2000.

Légère hausse des emprunts nets

Ces besoins financiers étaient financés au moyen d'une réduction de 0,2 milliard de dollars des soldes d'encaisse et d'une augmentation de 0,1 milliard des emprunts nets. Les soldes d'encaisse à la fin d'avril 2001 s'élevaient à 13,0 milliards de dollars. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 2001

MAY

MAI

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mai 2001 : un excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars

Le gouvernement a accusé un excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars en mai 2001, en comparaison d'un excédent de 3,5 milliards enregistré en mai 2000. Ce fléchissement de 0,6 milliard d'une année sur l'autre est attribuable à des recettes budgétaires légèrement inférieures, associées à des dépenses de programmes et des frais de la dette publique plus élevés.

D'avril 2001 à mai 2001 : un excédent budgétaire de 7,4 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 7,4 milliards de dollars pour la période s'échelonnant d'avril 2001 à mai 2001, en comparaison d'un excédent de 6,5 milliards déclaré au cours de la même période en 2000-2001. Cette augmentation d'une année sur l'autre est principalement attribuable aux versements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2000. Ces versements sont associés à des situations exceptionnelles, en particulier la forte augmentation des gains en capital pour l'année d'imposition 2000.

Mai 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont fléchi de 0,1 milliard de dollars, soit 0,5 %, en mai 2001. À l'exception de l'impôt des sociétés et des autres types d'impôt sur le revenu, toutes les composantes ont diminué.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement décliné, la somme des versements finaux plus élevée pour l'année d'imposition 2000 ayant été largement compensée par la baisse des retenues d'impôt, par les remboursements plus importants et par l'augmentation des versements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants. La baisse des retenues d'impôt est une conséquence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 de même que l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, qui ont pris effet le 1er juillet 2000 et le 1er janvier 2001.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, soit 14,3 %. Cette augmentation reflète principalement les méthodes de calcul des acomptes provisionnels, puisque les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont en fait décliné au cours du premier trimestre de 2001. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 60 jours suivant la fin de leur exercice. Pendant la majeure partie de l'exercice 2000-2001, le calcul des acomptes provisionnels mensuels était fondé sur l'impôt à payer pour 1999. Or, en raison de la forte croissance des sociétés en 2000, les versements des acomptes provisionnels mensuels sont demeurés en deçà de l'impôt à payer final pour 2000-2001. Le calcul des acomptes provisionnels mensuels étant maintenant fondé sur l'impôt à payer pour 2000, la variation des résultats mensuels d'une année sur l'autre pourrait être trompeuse.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées virtuellement inchangées, puisque la baisse de taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mai		d'avril à mai	
	2000	2001	2000-2001	2000-2002
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	15 432	15 353	30 370	32 601
Dépenses de programmes	-8 547	-9 062	-17 165	-18 370
Solde de fonctionnement	6 885	6 291	13 205	14 231
Frais de la dette publique	-3 387	-3 405	-6 754	-6 794
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 498	2 886	6 451	7 437
Opérations non budgétaires	2 711	1 853	-2 541	-3 139
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	6 209	4 739	3 910	4 298
Opérations de change	658	-295	1 613	-137
Solde financier net	6 867	4 444	5 523	4 161
Variation nette des emprunts	149	-883	-5 640	-813
Variation nette de l'encaisse	7 016	3 561	-117	3 348
Encaisse à la fin de la période			12 743	16 530

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000) a compensé l'effet de la croissance du nombre de salariés, qui versent des cotisations.

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont baissé de 0,2 milliard de dollars, soit 6,3 %. Cette baisse dépend du calendrier des paiements des remboursements de la TPS, comme on le mentionnait dans *La revue financière* d'avril 2001.
- Les recettes non fiscales ont subi une baisse marquée, principalement en raison du calendrier des paiements.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, soit 6,0 %. Parmi les principales composantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 3,1 %, les paiements de prestations aux aînés étant plus élevés tandis que les paiements de prestations d'assurance-emploi étaient moins élevés.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 14,8 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres visant à faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. La baisse des transferts entre administrations est attribuable au calendrier des transferts aux territoires.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 3,6 %. Les subventions et les autres paiements de transfert ainsi que les paiements aux sociétés d'État ont fortement progressé, ayant été largement compensés par des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations moins élevées. Les variations mensuelles de ces composantes dépendent en bonne partie du calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique, d'une année sur l'autre, ont légèrement augmenté, en raison d'une augmentation du taux d'intérêt effectif moyen largement compensée par la baisse de l'encours de la dette portant intérêts.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	2000	2001	variation	2000-2001	2000-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 279	7 225	-0,7	14 628	16 178	10,6
Impôt sur le revenu des sociétés	2 076	2 373	14,3	4 039	4 519	11,9
Autres	250	305	22,0	593	670	13,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 605	9 903	3,1	19 260	21 367	10,9
Cotisations d'assurance-emploi	1 775	1 770	-0,3	3 559	3 579	0,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 520	2 158	-14,4	4 597	4 607	0,2
Droits de douane à l'importation	130	226	73,8	290	395	36,2
Taxes de vente et d'accise	681	736	8,1	1 293	1 382	6,9
Total des taxes et droits d'accise	3 331	3 120	-6,3	6 180	6 384	3,3
Total des recettes fiscales	14 711	14 793	0,6	28 999	31 330	8,0
Recettes non fiscales	721	560	-22,3	1 371	1 271	-7,3
Total des recettes budgétaires	15 432	15 353	-0,5	30 370	32 601	7,3

D'avril 2001 à mai 2001 : résultats budgétaires

Au cours des deux premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 7,4 milliards de dollars, en hausse de 1 milliard par rapport à l'excédent enregistré pendant la même période en 2000-2001. Cette hausse de l'excédent est principalement attribuable aux règlements de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont progressé de 2,2 milliards de dollars, ou 7,3 %. Parmi les principales composantes :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, soit 10,6 %. Cette augmentation est entièrement attribuable aux versements finaux pour l'année d'imposition 2000, reflétant une situation exceptionnelle. Les versements comprenaient entre autres de fortes augmentations des gains en capital pour l'année d'imposition 2000. Les effets de ces versements ont toutefois été réduits par des remboursements plus importants, découlant du traitement plus rapide des remboursements à ce jour et de l'effet des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 ainsi que dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. Ces mesures de réduction d'impôt comprennent la réduction des taux d'impôt sur le revenu des particuliers, l'élimination de la surtaxe de 5 %, l'augmentation des seuils, le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers et des prestations connexes ainsi qu'une augmentation de la Prestation fiscale canadienne pour enfants.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 11,9 %. Cette hausse est considérablement plus forte que la croissance déclarée des bénéfices des sociétés à ce jour pour l'exercice, ce qui permet de penser que la situation actuelle traduit les effets des procédures de versement et qu'elle devrait s'inverser lorsque les sociétés auront fait leurs derniers versements à la fin de leur année d'imposition.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	2000	2001	variation	2000-2001	2000-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 972	2 091	6,0	3 969	4 154	4,7
Prestations d'assurance-emploi	906	875	-3,4	1 944	1 988	2,3
Total	2 878	2 966	3,1	5 913	6 142	3,9
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	2 250	2 883	28,1
Transferts fiscaux	1 064	1 035	-2,7	1 895	2 041	7,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-205	-200	-2,4	-411	-400	-2,7
Total	1 984	2 277	14,8	3 734	4 524	21,2
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	14	192	1 271,4	22	230	945,5
Affaires étrangères	89	62	-30,3	144	184	27,8
Santé	125	188	50,4	188	198	5,3
Développement des ressources humaines	60	127	111,7	68	152	123,5
Affaires indiennes et du Nord	317	225	-29,0	1 158	916	-20,9
Industrie et développement régional	124	40	-67,7	152	152	0,0
Anciens combattants	121	124	2,5	237	242	2,1
Autres	96	162	68,8	340	382	12,4
Total	946	1 120	18,4	2 309	2 456	6,4
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	42	40	-4,8	215	240	11,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	300	316	5,3
Autres	65	92	41,5	205	293	42,9
Total	257	290	12,8	720	849	17,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	667	602	-9,7	1 157	1 207	4,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 815	1 807	-0,4	3 332	3 192	-4,2
Total	2 482	2 409	-2,9	4 489	4 399	-2,0
Total des dépenses directes de programmes	3 685	3 819	3,6	7 518	7 704	2,5
Total des dépenses de programmes	8 547	9 062	6,0	17 165	18 370	7,0
Frais de la dette publique	3 387	3 405	0,5	6 754	6 794	0,6
Total des dépenses budgétaires	11 934	12 467	4,5	23 919	25 164	5,2
Poste pour mémoire : total des transferts	5 808	6 363	9,6	11 956	13 122	9,8

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté légèrement, la baisse des taux de cotisation de 2000 et de 2001 ayant été presque entièrement compensée par l'incidence des rajustements d'années antérieures et par la croissance du nombre de salariés, qui versent des cotisations. Le taux des cotisations salariales s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000 et à 2,55 $ en 1999.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 3,3 %, la majeure partie de cette augmentation étant due à la hausse des droits de douane à l'importation.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 7,3 %.

D'avril à mai 2001, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, soit 7,0 %, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 3,9 % en raison de la hausse des paiements de prestations aux aînés, qui fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation, ainsi que de l'augmentation des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 21,2 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à la péréquation, en raison de la croissance en Ontario qui demeure plus vigoureuse que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 2,5 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante dépend principalement du calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique sont demeurés virtuellement inchangés, la baisse de l'encours de la dette portant intérêts ayant été compensée par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 4,3 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2001 à mai 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 3,1 milliards de dollars au cours des deux premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins de 2,5 milliards à la même période l'an dernier.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 7,4 milliards de dollars et des besoins nets de 3,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 4,3 milliards d'avril 2001 à mai 2002, comparativement à des ressources financières nettes de 3,9 milliards pour la même période l'an dernier.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	mai		d'avril à mai	
	2000	2001	2000-2001	2000-2002
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 498	2 886	6 451	7 437
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	7	47	7	180
Autres	-10	-42	96	-57
Total	-3	5	103	123
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	219	627	-175	227
Comptes de pension de retraite	236	-241	543	-193
Autres	-47	31	-90	51
Total	398	417	278	85
Autres opérations	2 316	1 431	-2 922	-3 347
Total des opérations non budgétaires	2 711	1 853	-2 541	-3 139
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	6 209	4 739	3 910	4 298
Opérations de change	658	-295	1 613	-137
Solde financier net	6 867	4 444	5 523	4 161

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	mai		d'avril à mai	
	2000	2001	2000-2001	2000-2002
		(M$)		
Solde financier net	6 867	4 444	5 523	4 161
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 362	-225	5 262	1 146
Obligations d'épargne du Canada	-141	-79	-147	-80
Bons du Trésor	-1 700	-300	-8 950	-1 000
Autres	200	0	-200	0
Total	1 721	-604	-3 635	66
Payables en devises				
Obligations négociables	-2 174	-1 576	-2 174	-1 576
Billets et prêts				
Bons du Canada	602	1 360	169	870
Billets du Canada		-63		-173
Total	-1 572	-279	-2 005	-879
Variation nette des emprunts	149	-883	-5 640	-813
Variation de l'encaisse	7 016	3 561	-117	3 348

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 mai 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 511	40 164	-3 347
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 692	129 499	-193
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 409	6 636	227
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 080	7 131	51
Total des régimes de retraite et autres comptes	143 181	143 266	85
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 627	295 773	1 146
Bons du Trésor	88 700	87 700	-1 000
Obligations d'épargne du Canada	25 753	25 673	-80
Obligations non négociables et billets	3 473	3 473	0
Total partiel	412 553	412 619	66
Payable en devises	33 171	32 292	-879
Total de la dette non échue	445 724	444 911	-813
Total de la dette portant intérêt	588 905	588 177	-728
Total du passif	632 416	628 341	-4 075
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 612	21 960	3 348
Comptes d'opérations de change	50 010	50 147	137
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 268	14 145	-123
Total de l'actif	82 890	86 252	3 362
Déficit accumulé (dette publique nette)	549 526	542 089	-7 437

Nota – Selon un solde budgétaire de 15 milliards de dollars en 2000-2001.

Ressources financières nettes de 4,2 milliards de dollars d'avril 2001 à mai 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de devises étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les deux premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins nets de 0,1 milliard de dollars, comparativement à des ressources financières nettes de 1,6 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 7,4 milliards de dollars, des besoins nets de 3,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,1 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 4,2 milliards de dollars pour la période d'avril 2001 à mai 2001, comparativement à des ressources nettes de 5,5 milliards pendant la même période de l'année précédente.

Chute de 0,8 milliard de dollars des emprunts nets d'avril 2001 à mai 2001

En vertu de ces ressources financières, le gouvernement a été en mesure de réduire sa dette détenue sur les marchés de 0,8 milliard de dollars à la fin de mai 2001. De plus, l'encaisse a augmenté de 3,3 milliards de dollars pour atteindre 16,5 milliards. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois.

Remarque à l'intention des lecteurs :

Les états financiers du gouvernement sont présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Ceci signifie que bien que la plupart des dépenses de fonctionnement et des recettes non fiscales soient comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées ou gagnées (même si les encaissements ou décaissements ne sont pas effectués immédiatement), les recettes fiscales sont comptabilisées uniquement au moment des encaissements et le montant total des acquisitions d'immobilisations, par exemple l'achat d'immeubles, est traité comme une dépense au moment de l'acquisition. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait annoncé son intention d'adopter la méthode de comptabilité d'exercice non modifiée. À cette fin, il a mis en œuvre avec succès la Stratégie d'information financière (SIF), un projet pluriannuel visant à moderniser les systèmes financiers et les méthodes comptables. La SIF comporte trois composantes : la mise en œuvre de nouveaux systèmes financiers, l'adoption de la méthode de comptabilité d'exercice non modifiée et la communication d'informations financières améliorées aux gestionnaires. Dans le budget de 2000, le gouvernement a fixé à l'exercice 2001-2002 l'échéance de mise en œuvre des deux premières composantes de la SIF.

Pour le moment, les résultats mensuels pour l'exercice 2001-2002 continueront à être présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Toutefois, les états financiers finaux et vérifiés pour l'exercice 2001-2002, qui doivent être publiés à l'automne 2002, seront présentés selon la comptabilité d'exercice non modifiée. Les résultats des exercices précédents seront également révisés selon la comptabilité d'exercice non modifiée. Pour de plus amples renseignements, consulter à l'adresse www.fin.gc.ca le document d'information intitulé « Mise en œuvre de la méthode de comptabilité d'exercice non modifiée dans les états financiers du gouvernement fédéral ».

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Août 2001

JUNE

JUIN

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juin 2001 : un excédent budgétaire de 2,5 milliards de dollars

Le gouvernement a accusé un excédent budgétaire de 2,5 milliards de dollars en juin 2001, légèrement en hausse par rapport à l'excédent de 2,3 milliards enregistré en juin 2000. Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à des recettes budgétaires légèrement plus élevées, les autres dépenses étant demeurées virtuellement inchangées.

D'avril 2001 à juin 2001 : un excédent budgétaire de 9,9 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 9,9 milliards de dollars pour la période d'avril 2001 à juin 2001, en comparaison d'un excédent de 8,7 milliards déclaré au cours de la même période en 2000-2001. Cette amélioration d'une année sur l'autre est principalement attribuable à des versements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2000. Ces versements sont associés à des situations exceptionnelles, en particulier la forte augmentation des gains en capital pour l'année d'imposition 2000.

Juin 2001 : résultats budgétaires

Les recettes budgétaires ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 1,1 %, en juin 2001, d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes, seules les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont fléchi.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,5 milliard de dollars, ou 7,4 %, principalement en raison de la baisse des retenues prélevées sur le revenu d'emploi, elle-même attribuable en grande partie aux mesures d'allégement d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, qui ont pris effet le 1er juillet 2000 et le 1er janvier 2001. La diminution des remboursements, en raison de questions de calendrier, a atténué les effets de la diminution générale.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 8,0 %. Comme il a été mentionné dans les numéros précédents de *La revue financière*, cette augmentation reflète principalement les méthodes de calcul des acomptes provisionnels, puisque les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont en fait décliné au cours du premier trimestre de 2001. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 60 jours suivant la fin de leur exercice. Pendant la majeure partie de l'exercice 2000-2001, le calcul des acomptes provisionnels mensuels était fondé sur l'impôt à payer pour 1999. Or, en raison de la forte croissance des profits des sociétés en 2000, les versements des acomptes provisionnels mensuels sont demeurés en deçà de l'impôt à payer final pour 2000-2001. Le calcul des acomptes provisionnels mensuels étant maintenant fondé sur l'impôt à payer pour 2000, la variation des résultats mensuels d'une année sur l'autre pourrait être trompeuse.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées virtuellement inchangées, puisque la baisse de taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche

Tableau 1
État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	14 860	15 029	45 229	47 631
Dépenses de programmes	-9 113	-9 446	-26 276	-27 816
Solde de fonctionnement	5 747	5 583	18 953	19 815
Frais de la dette publique	-3 450	-3 111	-10 205	-9 904
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 297	2 472	8 748	9 911
Opérations non budgétaires	-7 253	-7 567	-9 802	-10 704
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-4 956	-5 095	-1 054	-793
Opérations de change	555	449	2 168	312
Solde financier net	-4 401	-4 646	1 114	-481
Variation nette des emprunts	353	-8 170	-5 286	-8 983
Variation nette de l'encaisse	-4 048	-12 816	-4 172	-9 464
Encaisse à la fin de la période			8 789	3 708

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

de 100 $ gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000) a compensé l'effet de la croissance du nombre de salariés, puisque ceux-ci versent des cotisations.

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 14,7 %. Cette hausse traduit l'augmentation des recettes de taxe sur les produits et services et des droits de douane à l'importation, en partie attribuable à l'échelonnement des dates de réception et de versement.
- Les recettes non fiscales ont nettement progressé, principalement en raison de l'échelonnement des dates de réception.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, soit 3,7 %, ce qui reflète les fortes augmentations des transferts aux particuliers et aux autres administrations, toutefois compensées par des dépenses de programmes directes moins élevées. Parmi les principales composantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 8,4 %, les paiements de prestations aux aînés et les paiements de prestations d'assurance-emploi étant plus élevés. La hausse des paiements de prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable aux effets des améliorations à la politique annoncées à l'occasion du budget de février 2000 et en septembre dernier.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,4 milliard de dollars, soit 20,4 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est attribuable à la hausse des droits à péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont fléchi de 0,3 milliard de dollars, ou 6,4 %. Les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les dépenses de fonctionnement et

Tableau 2
Recettes budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 215	6 682	-7,4	21 842	22 860	4,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 141	2 312	8,0	6 180	6 832	10,6
Autres	218	243	11,5	811	913	12,6
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 574	9 237	-3,5	28 833	30 605	6,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 750	1 748	-0,1	5 309	5 327	0,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 898	2 196	15,7	6 495	6 804	4,8
Droits de douane à l'importation	165	278	68,5	455	673	47,9
Taxes de vente et d'accise	786	794	1,0	2 079	2 174	4,6
Total des taxes et droits d'accise	2 849	3 268	14,7	9 029	9 651	6,9
Total des recettes fiscales	14 173	14 253	0,6	43 171	45 583	5,6
Recettes non fiscales	687	776	13,0	2 058	2 048	-0,5
Total des recettes budgétaires	14 860	15 029	1,1	45 229	47 631	5,3

d'immobilisations des ministères autres que celui de la défense, ont tous fléchi. L'évolution mensuelle de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont fléchi de 0,3 milliard de dollars, soit 9,8 %, principalement en raison des rajustements apportés aux prévisions des mois précédents.

D'avril 2001 à juin 2001 : résultats budgétaires

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 9,9 milliards de dollars, en hausse de 1,2 milliard par rapport à l'excédent enregistré pendant la même période en 2000-2001. Cette hausse de l'excédent est principalement attribuable aux règlements de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont progressé de 2,4 milliards de dollars, ou 5,3 %. Parmi les principales composantes :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, soit 4,7 %. Cette augmentation est entièrement attribuable aux versements finaux pour l'année d'imposition 2000 reçus en avril et en mai. Ces derniers comprenaient entre autres de fortes augmentations des gains en capital pour l'année d'imposition 2000. Les effets de ces versements ont toutefois été réduits par l'effet des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. Ces mesures de réduction d'impôt comprennent la réduction des taux d'impôt sur le revenu des particuliers, l'élimination de la surtaxe de 5 %, l'augmentation des seuils, le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers et des prestations connexes et une augmentation de la Prestation fiscale canadienne pour enfants.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 10,6 %. Cette hausse est considérablement plus forte que la croissance déclarée des bénéfices des sociétés à ce jour pour l'exercice, ce qui permet de penser que la situation actuelle traduit les effets des procédures de versement des acomptes provisionnels et qu'elle devrait s'inverser lorsque les sociétés auront ajusté leurs versements pour tenir compte des profits plus faibles en 2001.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 967	2 050	4,2	5 936	6 204	4,5
Prestations d'assurance-emploi	757	903	19,3	2 702	2 891	7,0
Total	2 724	2 953	8,4	8 638	9 095	5,3
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	3 375	4 325	28,1
Transferts fiscaux	991	1 057	6,7	2 886	3 099	7,4
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9	-617	-600	-2,8
Total	1 910	2 299	20,4	5 644	6 824	20,9
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	5	152		27	381	
Affaires étrangères	99	141	42,4	243	325	33,7
Santé	66	75	13,6	254	273	7,5
Développement des ressources humaines	228	86	-62,3	296	239	-19,3
Affaires indiennes et du Nord	323	255	-21,1	1 481	1 171	-20,9
Industrie et développement régional	131	174	32,8	283	326	15,2
Anciens combattants	118	123	4,2	355	366	3,1
Autres	474	162	-65,8	812	542	-33,3
Total	1 444	1 168	-19,1	3 751	3 623	-3,4
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	70	80	14,3	285	320	12,3
Société canadienne d'hypothèques et de logement	170	158	-7,1	470	474	0,9
Autres	144	96	-33,3	349	389	11,5
Total	384	334	-13,0	1 104	1 183	7,2
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	874	1 109	26,9	2 032	2 318	14,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 777	1 583	-10,9	5 107	4 773	-6,5
Total	2 651	2 692	1,5	7 139	7 091	-0,7
Total des dépenses directes de programmes	4 479	4 194	-6,4	11 994	11 897	-0,8
Total des dépenses de programmes	9 113	9 446	3,7	26 276	27 816	5,9
Frais de la dette publique	3 450	3 111	-9,8	10 205	9 904	-2,9
Total des dépenses budgétaires	12 563	12 557	0,0	36 481	37 720	3,4
Poste pour mémoire : total des transferts	6 078	6 420	5,6	18 033	19 542	8,4

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté très légèrement, la baisse des taux de cotisation de 2000 et de 2001 ayant été presque entièrement compensée par l'incidence des rajustements d'années antérieures et par la croissance du nombre de salariés, puisque ceux-ci versent des cotisations. Le taux des cotisations salariales s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000 et à 2,55 $ en 1999.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 6,9 %, ce qui est conforme à la croissance des dépenses des consommateurs.
- Les recettes non fiscales ont légèrement fléchi.

D'avril à juin 2001, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, soit 5,9 %, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 5,3 % en raison de la hausse des paiements de prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La hausse des paiements de prestations aux aînés fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 20,9 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à la péréquation, en raison de la croissance en Ontario qui demeure plus vigoureuse que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,8 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante dépend principalement du calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,9 %, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêts et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 0,8 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2001 à juin 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,7 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins de 9,8 milliards à la même période l'an dernier. En règle générale, les besoins sont toujours élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui ont été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 9,9 milliards de dollars et des besoins nets de 10,7 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé un besoin financier (opérations de change exclues) de 0,8 milliard d'avril 2001 à juin 2001, comparativement à un besoin financier net de 1,1 milliard pour la même période l'an dernier.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juin		d'avril à juin	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 297	2 472	8 748	9 911
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	188	52	196	232
Autres	18	92	113	34
Total	206	144	309	266
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	150	-670	-26	-443
Comptes de pension de retraite	97	-302	640	-496
Autres	-134	-75	-227	-22
Total	113	-1 047	387	-961
Autres opérations	-7 572	-6 664	-10 498	-10 009
Total des opérations non budgétaires	-7 253	-7 567	-9 802	-10 704
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-4 956	-5 095	-1 054	-793
Opérations de change	555	449	2 168	312
Solde financier net	-4 401	-4 646	1 114	-481

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juin		d'avril à juin	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde financier net	-4 401	-4 646	1 114	-481
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 963	-3 187	9 226	-2 041
Obligations d'épargne du Canada	-256	-86	-403	-166
Bons du Trésor	-3 600	-3 600	-12 500	-4 600
Autres	500	-4	700	-4
Total	607	-6 877	-2 977	-6 811
Payables en devises				
Obligations négociables			-2 174	-1 576
Billets et prêts		-41		-41
Bons du Canada	-254	1 252	-85	-382
Billets du Canada				-173
Total	-254	1 211	-2 259	-2 172
Variation nette des emprunts	353	-5 666	-5 236	-8 983
Variation de l'encaisse	-4 048	-10 312	-4 122	-9 464

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	30 juin 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 511	33 502	-10 009
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 692	129 196	-496
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 409	5 966	-443
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 080	7 058	-22
Total des régimes de retraite et autres comptes	143 181	142 220	-961
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 627	292 586	-2 041
Bons du Trésor	88 700	84 100	-4 600
Obligations d'épargne du Canada	25 753	25 587	-166
Obligations non négociables et billets	3 473	3 469	-4
Total partiel	412 553	405 742	-6 811
Payable en devises	33 171	30 999	-2 172
Total de la dette non échue	445 724	436 741	-8 983
Total de la dette portant intérêt	588 905	578 961	-9 944
Total du passif	632 416	612 463	-19 953
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 612	9 148	-9 464
Comptes d'opérations de change	50 010	49 698	-312
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 268	14 002	-266
Total de l'actif	82 890	72 848	-10 042
Déficit accumulé (dette publique nette)	549 526	539 615	-9 911

Nota – Selon un solde budgétaire de 15 milliards de dollars en 2000-2001.

Besoins financiers nets de 0,5 milliard de dollars d'avril 2001 à juin 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les trois premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des ressources financières nettes de 0,3 milliard de dollars, comparativement à des ressources financières nettes de 2,2 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 9,9 milliards de dollars, des besoins nets de 10,7 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources financières nettes de 0,3 milliard au titre des opérations de change, les besoins nets s'établissaient à 0,5 milliard de dollars pour la période d'avril à juin 2001, comparativement à des ressources nettes de 1,1 milliard au cours de la même période l'année précédente.

Chute de 9 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à juin 2001

Malgré des besoins financiers nets au cours des trois premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement a été en mesure de réduire de 9 milliards de dollars sa dette détenue sur les marchés au moyen d'une réduction des soldes d'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de juin 2001, l'encaisse s'établissait à 3,7 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 9,5 milliards depuis le 31 mars 2001.

Remarque à l'intention des lecteurs :

Les états financiers du gouvernement sont présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Ceci signifie que bien que la plupart des dépenses de fonctionnement et des recettes non fiscales sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées ou gagnées (même si les encaissements ou décaissements ne sont pas effectués immédiatement), les recettes fiscales sont comptabilisées uniquement au moment des encaissements et le montant total des acquisitions d'immobilisations, par exemple l'achat d'immeubles, est traité comme une dépense au moment de l'acquisition. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait annoncé son intention d'adopter la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. À cette fin, il a mis en œuvre avec succès la Stratégie d'information financière (SIF), un projet pluriannuel visant à moderniser les systèmes financiers et les méthodes comptables. La SIF comporte trois composantes : la mise en œuvre de nouveaux systèmes financiers, l'adoption de la méthode de comptabilité d'exercice intégrale et la communication d'informations financières améliorées aux gestionnaires. Dans le budget de 2000, le gouvernement a fixé à l'exercice 2001-2002 l'échéance de mise en œuvre des deux premières composantes de la SIF.

Pour le moment, les résultats mensuels pour l'exercice 2001-2002 continueront à être présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Toutefois, les états financiers finaux et vérifiés pour l'exercice 2001-2002, qui doivent être publiés à l'automne 2002, seront présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale. Pour obtenir plus de détails à ce sujet, consultez le document d'information *Mise en œuvre de la comptabilité d'exercice intégrale dans les états financiers du gouvernement fédéral*, à l'adresse www.fin.gc.ca.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Août 2001